

Le budget

• (1640)

D'après une étude effectuée par le très respecté Institut de recherches politiques, les cibles de la réforme du régime de l'impôt sur le revenu entreprise par le ministre étaient les Canadiens à revenus faibles et moyens. Les seules personnes qui paieront moins d'impôt sur le revenu sont celles dont les revenus sont inférieurs à 10 000 dollars ou supérieurs à 100 000 dollars. Les Canadiens riches dont les revenus dépassent 100 000 dollars paient 1 570 dollars de moins d'impôt sur le revenu aujourd'hui que lorsque le ministre des Finances est entré en fonction en 1984.

On peut en conclure que la classe moyenne du Canada est la cible favorite des augmentations de taxes et d'impôt du ministre des finances. Le programme de réforme fiscale imposé par ce ministre n'est rien d'autre qu'une attaque à outrance contre la classe moyenne du Canada et cette classe s'en rend compte. Si les députés qui siègent à votre droite ne comprennent pas ce qui arrive à la classe moyenne, madame la Présidente, les gens qui portent le fardeau fiscal le savent, eux. Cela se voit partout, quand vous vous promenez dans le pays.

Depuis 1984, les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté trois fois plus rapidement que celles de l'impôt sur les sociétés. Le gouvernement conservateur propose maintenant d'avoir la taxe sur les produits et services qui, comme mon collègue d'Ottawa-Sud l'a fait remarquer à la Chambre, est le plus bel allègement fiscal jamais offert aux sociétés dans l'histoire du Canada; six milliards de taxes transférés des sociétés aux consommateurs.

C'est dans ce contexte qu'il faut voir les choses. Comme le ministre l'a dit lui-même aujourd'hui, il faut tenir compte du contexte. Quelque 1,4 million de Canadiens et leur famille n'avaient pas de quoi se nourrir l'année dernière, et ont dû recourir aux banques d'alimentation. C'est une situation qu'un bon nombre parmi nous ne pensaient jamais revoir. Un million d'enfants vivent dans la pauvreté au Canada. Les gens savent qu'il faut faire quelque chose. Ce budget cruel s'attaque aux plus vulnérables de la société plutôt qu'aux bien nantis; il s'en prend aux pauvres, aux sans-abri, aux personnes âgées, aux jeunes et aux malades. Même les autochtones n'ont pas échappé à ces nouvelles compressions budgétaires.

M. Fontana: N'oubliez pas les anciens combattants.

M. Young (Gloucester): Cinq mille anciens combattants, plus ou moins, comme le souligne mon collègue de London-Est, se voient imposer d'autres sacrifices. Je suppose que quelqu'un doit penser qu'ils n'ont pas fait assez. Ils devront payer 3 000 \$ par an pour rester dans leur lit de malade.

C'est une tragédie que les gens ne comprennent pas toute la portée des politiques du gouvernement qui, pour sa part, ne semble pas se rendre compte du chaos économique, des problèmes fiscaux, de l'injustice flagrante et des souffrances humaines dont il est la cause.

M. Turner (Halton—Peel): Et vous, que feriez-vous?

M. Young (Gloucester): Le député demande ce que je ferais. Je pense que la réponse, la voici. Les Canadiens aimeraient bien voir ce que nous ferions s'ils le pouvaient, si seulement ils en avaient l'occasion. À chaque sondage, qu'il porte sur la TPS ou sur le budget—sur toutes les questions qu'on évoque devant les Canadiens aujourd'hui—s'il y a une chose sur laquelle ils sont presque unanimes, c'est qu'ils ne veulent plus entendre parler de ce gouvernement.

Des voix: Bravo!

M. Young (Gloucester): Et cela c'est parce que ce gouvernement viole ses promesses l'une après l'autre. Il n'y a pas un engagement qu'il respecte. Il s'est engagé à réduire le déficit. Le ministre des Finances l'a répété à satiété. Ensuite il a changé d'avis et le déficit augmente. Il dit que ses politiques vont faire baisser les taux d'intérêt, mais ils n'ont jamais été aussi élevés depuis huit ans. Ensuite il prend le contre-pied du premier ministre, lequel avait dit qu'après le budget les choses iraient beaucoup mieux et que les taux d'intérêt chuteraient. Le ministre et son gouvernement battent tous les records pour ce qui est de faire le contraire de ce qu'ils disent.

Les Canadiens ne savent plus sur quel pied danser parce qu'il y a trop de choses qu'ils ne comprennent pas avec ce gouvernement. Ils n'arrivent pas à suivre ses raisonnements, si on peut appeler cela raisonner.

L'économie semble s'engager dans une récession, et certains diraient même que nous y sommes déjà. Dans ses documents budgétaires le ministre dit qu'en 1991 il y aura croissance négative pendant un et peut-être deux trimestres. La question de savoir si nous sommes en récession ou pas n'a qu'un intérêt théorique. Mais est-il censé réduire les programmes et imposer aux Canadiens la taxe